

DANS L'ACTUALITE du 7 au 12 mai 2016

Textes officiels

JORF n° 0109 du 11 mai 2016

Établissement d'un programme des actions en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques

[Décret n° 2016-565 du 10 mai 2016 pris pour l'application de l'article 45 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte](#)

JORF n° 0108 du 10 mai 2016

Modification de l'organisation du secrétariat général de l'administration centrale

[Décret n° 2016-561 du 9 mai 2016 modifiant le décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire](#)

JORF n° 0107 du 8 mai 2016

Conditions d'application du dispositif du chèque énergie

[Décret n° 2016-555 du 6 mai 2016 relatif au chèque énergie](#)

Projet de loi

État d'urgence : prorogation du dispositif et renforcement de ses dispositions

[Mardi 10 mai 2016, le Sénat a adopté, sans modification, par 309 voix pour et 30 voix contre le projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence.](#)

Source : senat.fr du 10/05/2016

Jurisprudence

La décision d'un bailleur social, qu'il soit public ou privé, refusant l'attribution d'un logement est une décision administrative relevant du juge administratif

[TC 9 mai 2016, n° C4048](#)

Le droit réel conféré en vertu de l'article L. 2122-6 du code général de la propriété des personnes publiques au titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine de l'Etat ne porte pas uniquement sur les ouvrages, constructions et installations que réalise le preneur mais inclut le terrain d'assiette de ces constructions. Un bail à construction conférant au preneur un droit réel immobilier peut être conclu sur le domaine public de l'Etat à condition de respecter les dispositions applicables aux autorisations d'occupation temporaires du domaine public de l'Etat constitutives de droits réels

[CE 11 mai 2016 *Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole*, req. n° 390118](#)

Précisions sur l'étendue de l'information des élus sur le coût prévisionnel global d'un contrat de partenariat et sur la nature de l'accord autonome qui en est l'accessoire

[CE 11 mai 2016 *M.B...*, req. n° 383768, 383769](#)

Le juge des référés du Conseil d'État refuse de suspendre le décret autorisant la privatisation de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry

[Ordonnance 10 mai 2016 *Association contre l'extension et les nuisances de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry*, req. n° 398581](#)

Le juge du référé précontractuel ne peut vérifier que l'exécution d'un contrat de commande publique entre dans le champ de l'objet social d'une personne morale de droit privé candidate que dans le cas où un texte législatif ou réglementaire a précisément défini son objet social et ses missions

[CE 4 mai 2016 *l'ADILE de Vendée*, req. n° 396590](#)

Indemnisation en cas de résiliation d'un marché public

[CAA Bordeaux 4 mai 2016 *centre hospitalier de Capesterre-Belle-Eau*, req. n° 13BX02349](#)

Réponse ministérielle

Question écrite Assemblée Nationale n° 91764 du 3 mai 2016 - [Plan local d'urbanisme intercommunal](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Stade de Bordeaux : le contrat de partenariat illégal

[Le Conseil d'Etat a jugé que le conseil municipal de Bordeaux ne disposait pas de l'ensemble des informations concernant le coût du nouveau stade lorsqu'il a autorisé le maire à signer le PPP. Sans régularisation, le PPP devra être résilié dans les quatre mois.](#)

Source : le Moniteur du 11/05/2016

Candidature d'une association et capacité à exécuter le marché

[Dans une décision du 4 mai 2016, le Conseil d'Etat a précisé la possibilité pour le juge du référé précontractuel de vérifier la compétence juridique d'un candidat pour exécuter le marché.](#)

Source : localtis.info du 11/05/2016

La Bretagne teste la commande publique 2.0

[Le SGMAP et le conseil régional de Bretagne ont fait plancher ce 9 mai à Rennes une soixantaine de participants sur le thème de l'open data dans les marchés publics.](#)

Source : le Moniteur du 10/05/2016

Urbanisme

Un projet de décret relatif aux plans de prévention des risques technologiques en consultation

[Le ministère de l'Environnement organise du 9 mai au 17 juin une consultation publique sur un projet de décret relatif aux plans de prévention des risques technologiques \(PPRT\). Il rappelle que les PPRT « ont été institués à la suite de la catastrophe de l'usine AZF de Toulouse de 2001 \[et qu'ils\] ont pour objectifs de résoudre les situations d'incompatibilité entre sites à risques et urbanisation héritées du passé, et de mieux encadrer l'urbanisation future autour des sites Seveso seuil haut ».](#)

Source : le Moniteur du 11/05/2016

Environnement

Chèque énergie : l'expérimentation lancée à partir du 20 mai dans quatre départements

[Dans le Pas-de-Calais, les Côtes-d'Armor, en Ardèche et dans l'Aveyron, quelque 170.000 ménages modestes vont expérimenter à partir du 20 mai le chèque énergie appelé à remplacer en 2018 les tarifs sociaux de l'électricité et du gaz. Le médiateur de l'énergie a salué le lancement de cette expérimentation mais a appelé à relever le montant du chèque dont le maximum a été fixé à 227 euros par an.](#)

Source : localtis.info du 12/05/2016

Relèvement des seuils autorisés d'émissions diesel : la maire de Paris saisit la Cour de justice européenne

[La maire PS de Paris Anne Hidalgo a annoncé le 11 mai qu'elle lançait deux recours devant la Cour de justice européenne pour contester la décision de la Commission européenne d'augmenter les seuils autorisés d'émissions diesel. Elle invite 19 autres maires de grandes villes d'Europe à s'associer à ces recours, l'un en annulation et l'autre en responsabilité, sous la forme d'une action civile.](#)

Source : localtis.info du 12/05/2016

Collectivités territoriales

Grand Paris : les établissements publics territoriaux dans le brouillard

Statut juridique incertain, pouvoir fiscal sur la sellette, PLU contesté... : lors d'une matinée organisée ce 10 mai 2016 par le Journal du Grand Paris, les représentants des 11 établissements publics territoriaux de la métropole du Grand Paris ont fait part de leur désarroi.

Source : la gazette des communes du 11/05/2016

La création d'une intercommunalité Pays basque est acquise

La création d'une intercommunalité unique au Pays basque français, portée par le préfet et fortement soutenue par la mouvance nationaliste, est acquise, plus de la moitié des 158 communes, représentant plus de la moitié de la population (56,7% des 295.972 habitants), ayant d'ores et déjà voté "oui", au 4 mai 2016.

Source : localtis.info du 10/05/2016

Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées : lancement de la consultation sur le nom de la nouvelle région

Comme prévu, la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées a lancé ce lundi 9 mai la consultation citoyenne portant sur le nom du nouveau territoire issu de l'union des deux anciennes régions

Source : localtis.info du 10/05/2016

Vu dans les revues

AJDA n° 16-2016 du 9 mai 2016 p.908, *Sous-concession domaniale et contrat administratif : réflexion sur les déboires d'un (autre) couple célèbre (CE 12 novembre 2015, req. n° 387660)*, par Christophe Roux

AJDA n° 16-2016 du 9 mai 2016 p.911, *Précisions sur les conditions de la résiliation pour faute des contrats de concession et de sous-concession (CE 12 novembre 2015, req. n° 387660)*, par Pauline Marcantoni

AJDA n° 16-2016 du 9 mai 2016 p.914, *Combien peut coûter l'abus du droit d'ester en justice ? (TA Lyon 17 novembre 2015, req. n° 1303301)*, conclusions Henri Stillmunkes

Complément Services Publics n° 22 – avril 2016, *Numéro spécial Ordonnance « concessions »*

Presse

La nouvelle économie de l'énergie passera par les services ou ne sera pas !

[La Loi de Transition Énergétique est votée, les décrets sortent au compte-goutte, la COP21 a été un succès. Tout semble avancer bon an mal an sur le front de la croissance verte. Ce serait oublier le colossal besoin de services en la matière, dans une France plus que jamais attachée à ses anciens monopoles publics nationaux qui freinent toute véritable avancée sur le front de la réduction de la consommation énergétique.](#)

Source : les Echos du 10/05/2016

Urbanisme : quand les collectivités font la loi

[Alors que l'Etat promet de simplifier certaines procédures d'urbanisme, nombre de collectivités locales imposent des chartes encadrant la construction, plus exigeantes que les normes en vigueur et parfois illégales.](#)

Source : les Echos du 10/05/2016

Dimanche : l'accord du BHV crée un précédent pour les grands magasins

[Les salariés du BHV ont obtenu plusieurs compensations. Les situations varient dans les autres enseignes.](#)

Source : les Echos du 10/05/2016